



Editorial

Le 7ème Forum pour le Futur de l'Agriculture (FFA) démontre que conserver l'équilibre entre l'environnement et l'agriculture reste une priorité tout autant au niveau européen qu'international. En accueillant plus de 1500 visiteurs au Square, une forte participation en ligne et des débats intenses entre les panélistes et les invités, nous pouvons dire avec confiance que le FFA est devenu un des premiers événements de l'agenda agricole de Bruxelles.

Ayant Pascal LAMY et Olivier de SCHUTTER comme intervenants principaux, les participants ont eu la chance de discuter la forme du futur de l'agriculture, au sein de laquelle, comme en convenaient les deux intervenants, il y aura aussi bien une plus grande volatilité (des prix) qu'un plus grand besoin de sécurité environnementale. De plus, l'impact du changement climatique sur l'agriculture mondiale a été mentionné par plusieurs des orateurs, comme source de grande préoccupation pour nos membres et tous les Européens.

Concernant le futur plus immédiat, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (ang. TTIP) était également hautement positionné dans notre agenda de cette année. ELO reste positif à propos des possibilités de ce partenariat de commerce, mais encourage tous les négociateurs de ne pas sous-estimer les défis auxquels devra faire face l'agriculture européenne dans les années à venir.

Nous avons toujours maintenu que l'exploitation agricole est une entreprise en progression, et nous sommes heureux de voir que le panel sur les entreprises agricoles a soutenu cette notion. En cela, je soutiens pleinement la déclaration de notre panéliste Mikhaïl ORLOV selon qui nous devons d'abord regarder le compte des profits et des pertes de nos exploitations et déterminer à partir de ces résultats ce qui est nécessaire d'entreprendre.

Enfin, je voudrais remercier Franz FISCHLER, Président du FFA tout au long de ces sept dernières années, pour son infatigable dévouement à accroître notre Forum, modeste à l'origine de ses 200 invités pour atteindre sa stature d'aujourd'hui. Le futur du Forum est radieux, et ceci en grande partie grâce à son travail acharné et à la passion qui l'anime.

Thierry de l'ESCAILLE
Secrétaire général



© ELO
FRANZ FISCHLER

Le FFA 2014 appelle à l'innovation et au transfert des connaissances afin d'accélérer la sécurité et la durabilité agricole





Le FFA 2014 appelle à l'innovation et au transfert des connaissances afin d'accélérer la sécurité et la durabilité agricole

TABLES DES MATIÈRES

- Le FFA 2014 appelle à l'innovation et au transfert des connaissances afin d'accélérer la sécurité et la durabilité agricole 1
- Nous avons faim de changement 3
- Le séminaire de RISE sur l'intensification durable 4
- Une nouvelle volatilité 6
- Reconstruire les systèmes agricoles locaux 7
- L'environnement – utilisation des terres et des ressources naturelles du point de vue des politiques de l'UE 8
- Accroître la compétitivité et les investissements dans les exploitations agricoles 9
- Approches pratiques sur l'intensification durable en Europe 10
- Intensification durable en Europe – point de vue des politiques européennes 10
- L'intensification durable de l'agriculture – les perspectives au-delà de l'Europe 11
- Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et sa perspective agricole 12
- Comment produire durablement plus avec moins et échanger mieux 14
- Awarding ceremony of the WILDLIFE ESTATES LABEL 15
- Attribution du prix 2013/2014 pour la bonne gestion du sol. 15
- Agenda 16

Le 1^{er} avril, le Forum pour le Futur de l'Agriculture (FFA) s'est tenu à Bruxelles pour la septième fois. Considéré comme l'un des plus grands rassemblements de représentants du secteur agricole, industriel et du monde politique européen et international, le FFA a appelé les leaders européens et mondiaux à donner la priorité à l'innovation et à la connaissance, à réduire les réglementations et les obstacles au commerce, et à accélérer la réalisation d'une agriculture durable.

Fournir la sécurité alimentaire et environnementale

Le FFA 2014 a souligné le besoin d'action par rapport au changement climatique, ainsi que le défi auquel l'Europe fait face quant au changement de son agriculture intensive en termes de ressources, et sa demande pour des aliments sains, accessibles et de haute qualité. La santé du sol ; la réduction des intrants, et la recherche de nouveaux modèles doivent faire partie de cette recherche.

Fournir une intensification durable

L'intensification durable, faire plus avec moins, appliquer plus de *connaissance par hectare* sont des questions essentielles pour l'agriculture européenne. Transformer notre système actuel sera possible seulement si nous avons une connaissance claire de la direction à prendre et de la manière de mesurer notre progrès. Ceci n'est pas seulement une question pour l'Europe, mais concerne également l'Afrique et le monde en général.

Fournir des résultats pour les exploitations agricoles

L'agriculture fait partie du monde des affaires qui afin d'exister doit être profitable; les nouveaux investissements dans les fermes et l'infrastructure seront essentiels dans les décennies à venir, et le nouveau traité commercial entre l'UE et les Etats-Unis peut apporter d'énormes avantages, mais seulement si nous pouvons assurer une harmonie de la réglementation et la volonté de trouver un compromis, en particulier sur *le principe de précaution* et les OGM.

EXPOSANTS



PRINCIPAUX PARTENAIRES



PARTENAIRES MEDIA



Nous avons faim de changement

« Comment pouvons-nous aider la biodiversité et l'associer avec l'agriculture ? » cette question, posée par Natalie PAUWELS de la DG Environnement CE, était une des questions principales du séminaire « Nous avons faim de changement – Hungry for Change ». Cet événement donnant le coup d'envoi des deux jours du Forum pour le Futur de l'Agriculture (FFA), organisé par l'Association européenne de protection des cultures (ang. ECPA), a étudié de près comment réunir la rentabilité de l'exploitation, l'innovation et la protection de l'environnement.

Revenant sur trois décennies où « la totalité de la recherche [de la biotechnologie] et du développement en Europe est tombée de 30 à 7 pourcent » selon Jean-Charles BOCQUET, Directeur général d'ECPA ; l'événement a démontré clairement qu'un nouvel accent devrait être mis sur le développement à l'avenir de l'innovation agricole en Europe.

Ce besoin urgent pour l'innovation a été répété par plusieurs orateurs, cependant M. BOCQUET a commencé son discours en déclarant que l'industrie de protection des cultures a besoin de 10 ans et de plus de 200 millions d'euros afin de placer de nouveaux produits sur les marchés européens, en rajoutant que c'était là une situation intenable. Ses commentaires largement approuvés par l'audience ont été repris par Pekka PESONEN, Président du COPA-COGECA, dont entre autres l'inquiétude pour « l'impact de la lourdeur administrative sur les fermiers ». L'intervention de Gilles DRYANCOUR, Président du CEMA, ne fût pas moins appréciée et très applaudie lorsqu'il a abordé le soutien nécessaire à la rentabilité de l'exploitation « la raison c'est d'engendrer des bénéfices, ce qui n'est pas un mot tabou ».

Tout au long de l'événement l'intérêt portait sur le besoin d'améliorer la communication par les fermiers et l'industrie, à la fois envers les décideurs politiques que le grand public. Suscitée par une question de Christoph BUREN, Président d'ELO, Roxane FELLER de FoodDrink Europe a répondu « nous ne pouvons produire que ce qui est demandé par les consommateurs ». Il y a eu un large consensus qu'un nouvel esprit d'ouverture, surtout au niveau de la ferme, était nécessaire afin d'expliquer le fonctionnement de l'exploitation moderne au public- une ouverture qui était trop absente dans le passé selon les panelistes.

Impliquer le public devrait également supposer l'accroissement de leur responsabilité et de leur prise de consciences, comme l'a indiqué Caroline DRUMMOND de LEAF



NATALIE PAUWELS

car « d'ici 2050 nous allons avoir 9 milliards de gens, mais ils vont manger comme 12 milliards ». Les déchets alimentaires et l'information sur les aliments devraient également faire partie de la discussion; à une époque où la majorité des gens ne vivent pas à la campagne et « certains ne savent pas que le lard provient du cochon » selon Mme DRUMMOND; un effort d'éducation renouvelé a semblé plus qu'opportun à la fois aux panelistes qu'à l'audience.

La deuxième partie de l'événement s'est concentrée sur les applications pratiques de la protection de l'environnement dans le champ, avec Alistaire LEAKE du Allerton

Research Trust démontrant que « remettre des insectes dans un champ » avec des insectes utiles pouvaient aider au contrôle intégré des organismes nuisibles et aider à restituer des espèces telles que la perdrix grise. Le sol et l'imperméabilisation des sols ont été rappelés par Mme PAUWELS qui a fortement préconisé un autre point de vue sur cette question, bien que la Directive relative aux sols ait été abandonnée par l'Europe.

Le séminaire s'est terminé par un une forte conclusion de M. BOCQUET, qui a incité l'audience à ne pas oublier que « l'innovation est indispensable, mais la communication l'est également ».

Le séminaire de RISE sur l'intensification durable

Le séminaire pré-FFA organisé par la Fondation RISE sur l'intensification durable de l'agriculture européenne exprime le soutien pour ce concept et appelle à redoubler d'efforts pour la mesurer.

Le 31 mars dernier, la veille du 7^{ème} Forum pour le futur de l'Agriculture la Fondation RISE a organisé un séminaire de haut niveau afin de discuter des conclusions préliminaires de notre recherche concernant l'intensification durable (ID) de l'agriculture européenne.

Le Professeur Allan BUCKWELL de l'Institut pour une politique européenne de l'environnement a donné le coup d'envoi de la conférence, en présentant le concept et en expliquant pourquoi nous avons besoin de mesurer à la fois l'intensité et la durabilité agricole pour conduire vers un futur durable. Il a affirmé que la population devant dépasser 9 milliards d'ici 2050, cela nécessite une production alimentaire accrue. En même temps, nous ne pouvons plus convertir des terres vierges en terres agricoles, sauf à un prix inacceptable pour l'environnement. Afin de faire face à ce défi, il a déclaré que l'Europe et le monde doivent intensifier durablement la production agricole, ce qui veut dire obtenir un plus grand rendement avec moins d'intrants tout en faisant accroître la production des services d'écosystème.

Mesurer l'intensité et la durabilité agricole est un problème clé qui doit être résolu si nous voulons y parvenir. La présentation du Professeur BUCKWELL a été suivie par celle du Professeur Winfried BLUM de l'Université BOKU de Vienne, qui a fait la démonstration d'une des tentatives de mesure de ces caractéristiques environnementales : une enquête sur le sol à l'échelle européenne visant à cartographier quels sols européens ont les qualités nécessaires pour l'ID. L'une des principales constatations de cette enquête est que l'ID peut être recommandée pour seulement un peu plus de 40 pour cent des sols européens.

Les discours d'ouvertures ont engendré des commentaires d'un panel d'éminents experts. Le Professeur Les FIRBANK de



PROFESSEUR W.BLUM SUR LE PODIUM

l'Université de Leeds a indiqué qu'il existe actuellement de grandes divergences d'avis concernant à la fois ce que doit mesurer la métrique afin de mesurer la durabilité, et le niveau auquel cela doit être effectué. Le Professeur Martin van ITTERSUM de l'Université de Wageningen a déclaré que le degré d'intensification durable est tellement dépendant des conditions locales qu'il ne peut exister une politique à « taille unique » pour l'ID. Les exploitants agricoles et les consommateurs doivent y être inclus. Le Dr. Martijn GIPMANS de BASF a réitéré la nature complexe de ce problème et a rajouté que la métrique et les mesures devraient permettre une amélioration continue, et non servir à exclure des exploitants individuels des marchés. Le Dr. Maria-Luisa PARACCHINI du Centre commun de recherche de la Commission européenne a soutenu que les fermiers ne devraient pas être perçus comme simples fournisseurs de données, mais qu'il est crucial qu'ils puissent utiliser les données qu'ils

aident à générer ; pendant que M. Claudio DE PAOLA de la région de Lombardie a partagé son expérience concernant le travail sur des mesures environnementales au sein du projet SOSTARE.

S'en est suivi, ouvert par le modérateur Matthew DEMPSEY, un échange d'opinions animé avec le public. Les deux heures mises à disposition de ce séminaire ont filé en un clin d'œil, laissant un bon nombre de participants poursuivre leur discussion à la sortie du Square, le centre de conférence et se poursuivre jusqu'au soir même. La Fondation RISE se félicite du niveau d'intérêt exprimé pour le projet d'ID et attend avec impatience le lancement du rapport exhaustif en juin prochain.

L'équipe de la Fondation RISE

AGRICULTURE AND ADVANCED TECHNOLOGY.

Tractors, combine harvesters, telescopic handlers, implements.




DEUTZ-FAHR, the strength to always look to the future.

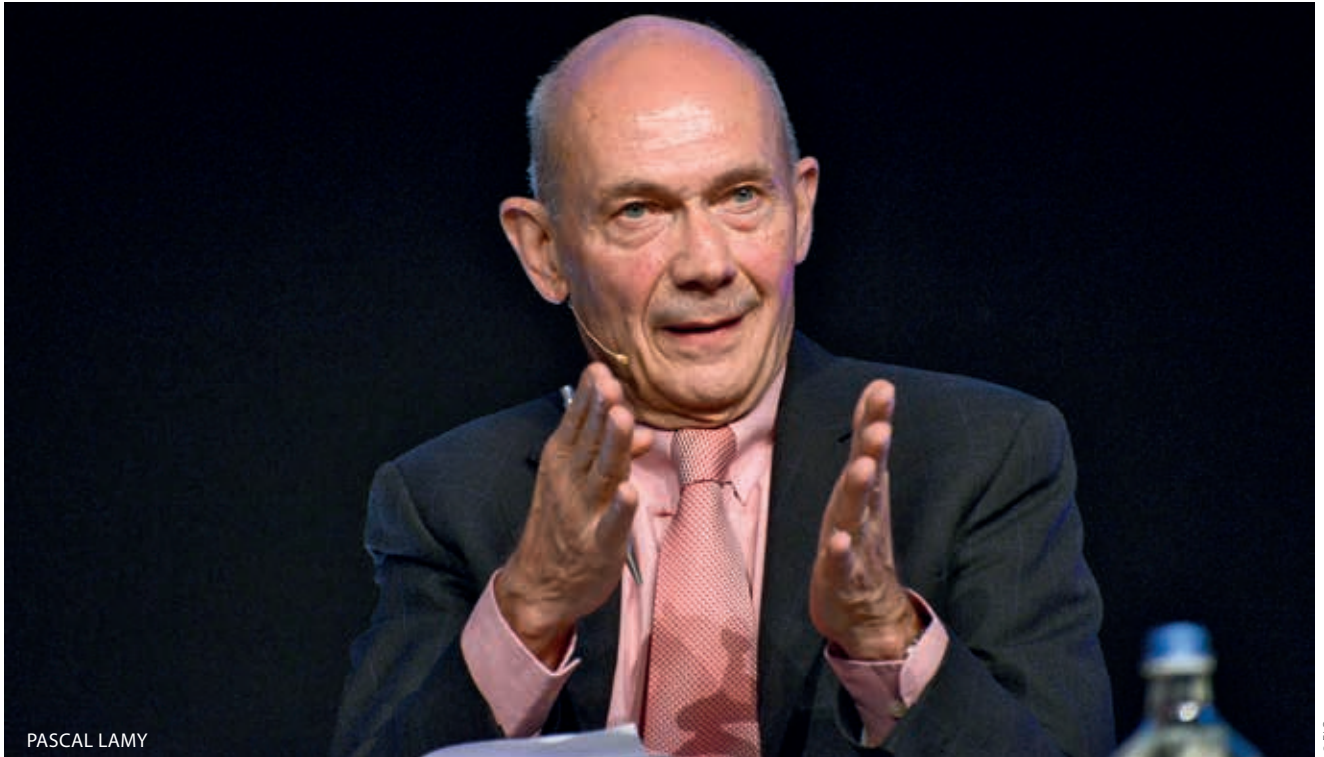
DEUTZ-FAHR always designs its products by carefully considering tomorrow's challenges. This view allows the manufacturer to offer a full line range with contemporary style, high levels of comfort, modern powerful engines and forward thinking features. Combined with advanced precision farming systems and low operating costs, the result is to make DEUTZ-FAHR the perfect partner to increase the profitability of your business. This philosophy has led DEUTZ-FAHR to develop a new production site that will provide high safety standards, efficiency, respect for the environment, test drive area, large training facilities, museum, showroom and much more: welcome to DEUTZ-FAHR LAND.

The use of original lubricants and coolants is recommended.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SAME DEUTZ-FAHR.
deutz-fahr.com





PASCAL LAMY

© EIO

« Une nouvelle volatilité »

Le commerce mondial et l'agriculture internationale vont subir une nouvelle ère de volatilité de prix a déclaré Pascal LAMY, ancien chef de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et actuel Président honoraire de Notre Europe. Se basant sur des décennies d'expérience du commerce international et des négociations, M. LAMY a démontré que les changements de la population mondiale et de sa richesse, ainsi que le changement climatique et les difficultés de l'harmonisation du commerce vont avoir un impact significatif sur l'agriculture d'ici 2050.

Deux facteurs majeurs ont été à l'origine des changements dans le secteur agricole, a déclaré M. LAMY : l'économie de l'offre et de la demande et l'émergence d'une nouvelle société mondiale avec de nouveaux choix et standards. Tandis que les 20-30 dernières années ont vu des réductions de prix dans l'agriculture globale, M. LAMY a soutenu que le changement climatique, le nouveau rôle de la bio-énergie, et le changement mondial des attitudes alimentaires nous mènera à plus de volatilité des prix – comme l'a déjà démontré la crise alimentaire de 2007-2008.

Les changements au sein de la société civile vont également jouer un rôle; les 5 milliard de personnes que constituera la classe moyenne mondiale d'ici 2030, dont 2 milliard en plus en Asie et 1 milliard en Afrique, seront demandeurs d'un régime alimentaire plus varié et d'une qualité supérieure. Selon l'ancien Président de l'OMC, cette nouvelle réalité complexe concernant l'alimentation aura un profond impact sur les réglementations agricoles mondiales. M. LAMY a souligné que, parallèlement, il y a

toujours un grand nombre de personnes « avec un accès limité à la nourriture en raison des prix pratiqués, ce qui peut accroître les tensions politiques ». Par conséquent la sécurité alimentaire gardera sa position élevée dans l'agenda mondial, même si de plus en plus de citoyens échappent à la pauvreté et rejoignent la classe moyenne.

Prenant en compte ces deux facteurs de l'offre et de la demande, plus la nouvelle société mondiale, M. LAMY a ensuite analysé leurs effets sur la politique alimentaire. En premier, il sera nécessaire « d'approfondir et d'élargir les marchés » afin de réguler l'offre et la demande et répondre aux chocs de la plus grande volatilité. Bien que dans le passé la principale barrière aurait été les tarifs et les subsides, l'orateur a déclaré que la « précaution » sera à la base des restrictions dans le commerce agricole pour les décennies à venir.

M. LAMY a incité à « un pied d'égalité pour le principe de précaution » afin de mettre en place des critères pour le commerce international. Il a toutefois reconnu la

difficulté d'une telle mise en place car « la précaution est basée sur la culture, elle n'est pas objective » et elle est également basée sur « des rêves et des cauchemars » à propos de l'approvisionnement alimentaire. En soulignant que ces nouveaux standards mondiaux ne devraient pas prendre comme point de départ un zéro de précaution, un ensemble de règles administratives convenues au niveau global à propos de ce concept garderait les avantages de l'économie d'échelle et l'efficacité.

Pendant la session question-réponse M. LAMY a déclaré que « le navire de la politique agricole européenne se dirige lentement dans la bonne direction » et a soutenu l'agriculture européenne qui se concentre sur la valeur ajoutée et la création d'aliments transformés de haute qualité. Constatant la grande estime dont jouissent les spécialités agricoles européennes à travers le monde entier, il a conseillé vivement aux exploitants européens d'embrasser l'esprit d'entreprise et de combiner les différentes demandes de la société mondiale afin de satisfaire aux standards élèves de demain.

Reconstruire les systèmes agricoles locaux

« Fournir non seulement plus, mais mieux » était le thème du discours d'ouverture d'Olivier de SCHUTTER, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation à l'ONU. Regardant en arrière les dernières décennies du développement de l'agriculture, M. de SCHUTTER a identifié trois nouveaux changements majeurs dans le secteur agricole qui pourraient corriger certaines des erreurs commises dans le passé, ainsi que son soutien appuyé en faveur de l'agroécologie ce qui selon lui pourrait améliorer le système mondial agricole.

Selon M. de SCHUTTER, les solutions proposées dans les années 80 et 90, la spécialisation de certains pays dans les exploitations de grande échelle à haute intensité qui pouvaient à l'époque « nourrir le monde » ne sont plus valables au 21^{ème} siècle. Il a affirmé que par le biais de telles pratiques agricoles les petits fermiers à travers le monde ont perdu contre la concurrence internationale et interne des grands exploitants. Ceci a conduit selon lui à ce que les quarante-huit pays les moins développés sont devenus hautement dépendants des importations agricoles.

Cependant, M. de SCHUTTER a ensuite déclaré que cette convention est en train de changer en prenant en compte trois raisons; la première étant le changement d'attitude international passant « de nourrir les pays » vers celle de « les aider à se nourrir eux-mêmes ». Selon lui, il y a actuellement un intérêt beaucoup plus grand à stimuler la croissance locale et les petits fermiers pour mener à l'accroissement de l'économie locale, ce qui conduira à un commerce plus global ainsi qu'à de meilleurs marchés locaux et régionaux.

Le deuxième changement identifié par l'orateur était la hausse de « la sécurité alimentaire et de la nutrition » et non plus la place de la sécurité alimentaire à elle seule. Dans le passé, il a déclaré, on a prêté une « importance excessive » aux cultures extensives telles que le blé ou le maïs, en accordant un intérêt mineur aux secteurs des fruits et légumes. La « reconstruction de la connexion entre la santé et l'agriculture » sera une part vitale de l'agriculture du 21^{ème} siècle.

Le dernier changement identifié était une plus grande préoccupation pour la sécurité environnementale, comportant quatre points majeurs identifiés par l'orateur : la santé du sol, la sur-dépendance de l'azote



et des engrais, la pression sur les systèmes d'eau douce et le changement climatique.

M. de SCHUTTER a ensuite proposé l'agroécologie comme réponse aux défis environnementaux auxquels fait face le secteur agricole. Il a dit très clairement que cela ne voulait pas signifier un retour aux méthodes traditionnelles de production, mais plutôt l'application de « la science du 21^{ème} siècle qui comprend de quelle façon fonctionne la nature » afin d'en faire l'alliée des agriculteurs. Parmi les avantages de l'agroécologie, il a affirmé qu'il y aurait des bénéfices pour l'environnement sous forme d'une meilleure santé du sol et des avantages économiques sous forme de moindres coûts ce qui pourrait aider « à s'assurer contre des futurs chocs ».

Pour conclure, il a prôné un changement de perception « plus d'agriculture ne veut pas dire plus d'industrie », les petits et moyens exploitants dans les pays en développement devant jouer un rôle vital dans l'agriculture mondiale. Enfin, M. de SCHUT-

TER a fermement défendu la notion de « construire des systèmes d'exploitations pour et avec les exploitants » plutôt que de haut en bas.

A graphic for Telemak services. It features the Telemak logo (a blue circle with white dots) at the top. Below it, the text 'webcast streaming video services' is written in white. At the bottom, the contact information is listed: 'Contact: Emmanuel De Groef, Tel: +32 2 709 10 50, manu.de.groef@telemak.com, www.telemak.com'. The background is dark blue with a faint grid pattern.

L'environnement – utilisation des terres et des ressources naturelles du point de vue des politiques de l'UE

La première session du jour était consacrée à l'environnement, initiant une discussion sur l'utilisation des terres et des ressources naturelles au sein des politiques de l'UE. On y a discuté des sujets allant de l'adaptation du concept de l'intensification durable par les propriétaires terriens locaux, à son application au niveau des politiques de l'UE - en particulier celles concernant le sol et l'utilisation des terres- et de la façon dont les technologies modernes, y compris les OGM, peuvent contribuer à l'objectif de l'intensification durable.

Ouvrant cette session Janez POTOČNIK, Commissaire en charge de l'environnement, a souligné les défis auxquels fait face la société en ce qui concerne le sol et l'utilisation des terres, et de quelle façon des politiques bien construites nous aident à appliquer les solutions que nous proposons. Sa présentation a suscité des réponses du panel composé de Jürgen VOEGELE, Directeur pour les services agricoles et environnementaux de la Banque mondiale; de Michael zu SALM-SALM, Président de l'Association allemande des propriétaires terriens; d'Ignace SCHOPS, Directeur du *Regionaal Landschap Kempen* à Maasland; et de Bob YOUNG, Economiste en chef & directeur exécutif adjoint à l'*American Farm Bureau Federation*.

En nous rappelant la pression croissante exercée sur notre système alimentaire par l'accroissement de la population, le Commissaire POTOČNIK a suscité une réflexion sur notre façon d'utiliser les ressources provenant du sol, argumentant que « *la dégradation des sols et la conversion des terres va au-delà de l'utilisation essentielle des sols pour l'agriculture et l'énergie* ». Il s'est félicité du concept de l'intensification durable, espérant que l'utilisation des terres et du sol sera prise en compte, mais averti que nous devrions d'abord définir ce concept avant de proposer des solutions et concevoir des politiques.

M. VOEGELE a répondu, citant la majeure contribution de l'utilisation des terres aux émissions de gaz à effet de serre comme argument pour une réforme urgente de nos systèmes d'exploitation. Selon lui « *nous devons investir en agriculture pour remporter une triple victoire : la résilience, l'atténuation [du changement climatique]; et la productivité* ». Selon lui nous ne devons pas nous tourner vers les pays d'Occident mais vers des pays comme le Costa Rica ou le Niger pour des solutions innovantes à ce défi. La prise en compte explicite du paysage comme cadre



J. VOEGELE, M. SALM-SALM, I. SCHOPS, S. SACKUR, B. YOUNG, J. POTOČNIK

d'orientation par le Costa Rica peut être une précieuse leçon du côté public, tandis que les essais expérimentaux en agroforesterie au Niger sont d'excellents exemples de solutions pratiques pouvant contribuer à l'intensification durable.

Michael zu SALM-SALM a exprimé le point de vue du propriétaire terrien privé, affirmant que les forestiers ont toujours pratiqué la durabilité en ne coupant jamais plus que ce qui peut repousser en un an. Selon lui, cela peut être mis en œuvre si l'on a de fortes garanties sur les droits de propriété, permettant une perspective intergénérationnelle et à long terme. La conclusion du débat du M. zu SALM-SALM avec le Commissaire POTOČNIK a été que nous avons besoin d'une approche de bas en haut, avec un accord collectif sur la façon de procéder.

Se joignant à la discussion, M. SCHOPS a sensibilisé le public à la déconnexion entre les agriculteurs et la société. Dans son dis-

cours il s'est concentré sur la diversité des services fournis par les écosystèmes, insistant sur la préservation de la biodiversité et appelant l'UE à prendre une forte position de leadership au sein des initiatives mondiales sur le changement climatique. Selon lui, la meilleure façon d'y arriver est d'encourager une diversité des systèmes alimentaires, assurant – en outre - la résilience au changement climatique.

En guise de conclusion, M. YOUNG a comparé la situation de l'UE à celle des Etats-Unis, où depuis 1985 l'on a mis en place des incitations à la bonne gestion du sol. Mais ce qui permet aux agriculteurs américains d'atteindre les objectifs de la durabilité est, selon M. YOUNG, la technologie moderne. Selon lui, l'utilisation des plantes génétiquement modifiées permet des pratiques de non labour et une réduction des pesticides, et l'agriculture de précision est très prometteuse pour le futur, déclaration qui a été chaleureusement accueillie par l'audience.

Accroître la compétitivité et les investissements dans les exploitations agricoles

Cette session visait à explorer les sujets clés de la production et de l'exploitation agricole : la rentabilité, la productivité et la compétitivité, et la façon dont chacun de ces points est rehaussé par l'investissement. C'est dans cette optique que l'orateur principal Robert Lewis CARLSSON, Président de la World Farmer's Organization, a lancé la discussion sur les investissements au sens large. Selon lui, l'investissement en agriculture est le moyen essentiel d'avoir une sécurité alimentaire mondiale.

Les agriculteurs produisent pour les marchés et font des investissements sur la base des analyses du rapport risque-rendement. Le localisateur d'engrais est l'exemple d'une technologie et d'un processus profitable du point de vue économique et environnemental, qui devient particulièrement populaire aux Etats-Unis.

Quand la mise de fond pour l'achat ou la location de l'équipement atteint son objectif, le bénéfice est énorme puisque cela réduit considérablement la dépense annuelle en engrais. Dans le cas des petits exploitants la possibilité d'avoir accès à de telles technologies s'effectue par le biais des coopératives. Cependant, comme l'a souligné M. CARLSSON, l'investissement dans les pays en développement est une question beaucoup plus complexe. De nombreux investisseurs mondiaux importants ont failli à cet égard ; la plupart du temps la formule à succès étant la formation sur le terrain de la gestion à l'exploitation agricole, à la formation agricole; les investissements en infrastructure, le stockage etc. ; et

un dialogue direct avec les agriculteurs de ces pays.

En effet, répondant à la question qui lui a été posée sur la façon d'accroître la productivité, M. CARLSSON s'est inspiré de l'UE comme exemple du leadership mondial dans la production agricole. Il a déclaré « Vous cultivez cette terre... depuis environ 7000 ans. Aujourd'hui, vous avez une des plus basses émissions de GES de sources agricoles au monde et vous avez, presque sans exception, une vaste productivité par unité de production ».

Avant de conclure, il a insisté sur l'importance de la libéralisation du commerce comme ouverture en matière d'investissement dans l'agriculture. Pour lui, nous avançons vers un futur où la compétitivité sera moins importante puisque les marchés deviennent plus différenciés et continuent à croître. Cependant, la réduction des barrières commerciales et l'instauration de réglementations plus uniformes seront des conditions nécessaires afin d'assurer ce futur.

A l'opposé, le paneliste Pierre-Olivier DREGE, Directeur général de l'Association des producteurs de blé a soutenu que la compétitivité est essentielle pour l'agriculture d'aujourd'hui, les perspectives divergentes venant peut-être à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de l'Europe. Pour lui, les producteurs doivent être compétitifs afin de fonctionner au niveau du marché, qui en retour, exige une logistique en termes de transport et de stockage. Bien qu'en Europe nous avons l'avantage d'être à proximité des marchés, l'investissement public en infrastructure de transports est toujours nécessaire afin d'obtenir les meilleurs prix du marché pour nos producteurs.

Au-delà de l'investissement en infrastructures, Maurice HOUSE, Ministre Conseiller agricole, *the US Mission to the EU*, a identifié trois tâches pour les gouvernements souhaitant soutenir leurs secteurs agricoles afin que la productivité alimente la compétitivité. En premier, ils doivent encourager l'utilisation de la technologie et d'une « vision ». En second, les produits agricoles doivent être sûrs et consommables par tous: c'est le rôle du gouvernement de fixer des paramètres appropriés et cohérents. Enfin, les gouvernements doivent être responsables et faire part des risques efficacement de façon à ce que cela n'entrave pas l'innovation agricole.

Finalement, Mikhail ORLOV, fondateur et Président du Groupe Ambika, a présenté un argument provocateur déclarant que puisqu'un investissement exige un retour sur le capital, aussi longtemps que l'exploitant recevra un aussi petit pourcentage des recettes de la chaîne d'approvisionnement alors qu'il porte le poids de l'intensité relative du capital, il n'y aura pas d'investissement mondial en agriculture. L'intégration verticale et la réduction de l'acheminement longue-distance seront des éléments clés afin de le surmonter. Si les gouvernements veulent créer des opportunités pour les investisseurs en agriculture, ils doivent travailler afin de rendre les exploitants agricoles plus efficaces.



M. ORLOV, P.O. DREGE, M. HOUSE, M. DEMPSEY, R.L. CARLSON

Approches pratiques sur l'intensification durable en Europe

Pour la première fois le FFA de cette année a proposé simultanément trois ateliers. Le premier s'est focalisé sur les différentes notions de l'intensification durable et leur interprétation dans les différentes parties du monde. Le besoin d'accorder plus d'importance aux changements des modèles mentaux, à la connaissance, à l'éducation, et aux services de conseil pour le « smart farming (agriculture intelligente) » a été identifié comme élément clé afin d'y parvenir. Y-ont-été mentionnés également des structures incitatives et des subventions aux investissements.

Présidant cet atelier Erik MATHIJS, Professeur à l'Université de Leuven, a souligné le défi de définir la notion d'intensification durable, faisant allusion à la définition de « l'économie bleue » de Gunter PAULI, laquelle pourrait être adaptée à la matière organique. Sa présentation a suscité les réponses du panel composé de Ross MURRAY, Président adjoint du *Country Land & Business Association*; d'Alois HEISSENHUBER, Professeur émérite, Technische Universität München; et de Claudia OLAZABAL, Chef d'unité Agriculture, sylviculture et sol, DG Environnement (CE).

Tout en présentant le *Partenariat d'innovation européen sur la productivité agricole et la durabilité*, établi en 2013 afin de réduire l'écart entre la connaissance et la pratique au sein de l'UE, le Prof. MATHIJS a cité quelques indicateurs qui permettent de mesurer le progrès. Ces derniers incluent la productivité totale des facteurs, décrivant la profitabilité de l'exploitation, et les fonctionnalités des sols, tous deux servant comme cadres potentiels pour évaluer l'intensification durable. Même si la notion centrale reste l'utilisation rationnelle des ressources, a-t-il déclaré, nous faisons face au sein de l'UE à une diversité d'approches pratiques. De plus, d'importantes questions restent sans réponses lorsqu'il s'agit de la technologie et de la science, allant de la génétique, de la chimie, de la microélectronique, à l'intensification écologique. Il a souligné avec force la question de l'échelle au sein de ces aspects variés et l'importance des structures incitatives, faisant référence aux exigences obligatoires et aux incitations financières de la part du secteur public et des pratiques volontaires du secteur privé au sein de la chaîne alimentaire.

Ross MURRAY a répondu de manière provocante à la définition de l'intensification durable, décrivant celle-ci comme « crash total » et intellectuellement impossible à concilier. Il a proposé comme alternative le « smart farming », où l'accent est mis sur la production des aliments, et il a également

souligné le besoin de plus d'éducation et de coopération parmi les agriculteurs.

En contrepartie, Alois HEISSENHUBER, a rappelé que produire plus avec moins n'est pas un concept nouveau. Il a partagé son sentiment qu'actuellement nous sommes axés de manière exagérée sur la relation entre les intrants et les rendements, laissant de côté les effets secondaires, les compromis et les effets de fuite, y compris les effets négatifs des biocarburants produits sur la terre arable. Selon lui, les fermiers ont un intérêt à protéger l'environnement, mais ont également besoin d'un meilleur accès à l'éducation, à la recherche et au transfert de connaissance.

Pour conclure, Claudia OLAZABAL a déclaré que clairement il n'y a pas une seule définition de l'intensification durable. C'est une notion basée sur une approche à long terme, et, du moins en Europe, sur des actions qui non seulement maintiennent le statu quo mais améliorent les dommages antérieurs que nous avons causé à nos ressources naturelles. Exprimant son accord sur le concept du « smart farming » proposé par Ross MURRAY, Mme OLAZABAL a donné deux exemples: en Irlande, et au Pays-Bas où à partir du 1^{er} janvier 2016 les paiements liés au développement rural seront alloués aux groupes de fermiers hollandais. M. MURRAY a vu des avantages immédiats dans une telle approche, néanmoins il a mis en garde contre une telle action car un fermier individuel ne devrait pas être pénalisé.

S'en est suivie une discussion animée avec le public, au sujet de la relation entre le « smart farming », la biodiversité et la protection de la nature. Il a été souligné que quel que soit le concept utilisé, il doit inclure toutes les activités et l'utilisation durable des terres, y compris la sylviculture, la pêche et les activités cynégétiques. Le débat a été conclu par des commentaires sur les futures réglementations sur le sol, un éternel dilemme; les coûts et l'accès aux nouvelles technologies, ainsi que la responsabilité des commerçants et des consommateurs.

Intensification durable en Europe – point de vue des politiques européennes

Cet atelier s'est concentré sur le besoin de poursuivre le développement de la notion d'intensification durable, ainsi que de ses approches pratiques afin d'assister les fermiers et fournir à l'industrie de meilleurs outils pour identifier des pratiques non-durables. En définissant mieux cette notion, il faut garder à l'esprit que la réduction des fonds publics au sein des réformes de la PAC à venir vont exiger une amélioration de l'information actuelle, des services de conseil et des voies de communication.

Présidant cet atelier, le Prof. Allan BUCKWELL, Conseiller principal, Institut pour une politique européenne de l'environnement, a présenté brièvement la recherche en cours menée par la Fondation RISE, l'Université BOKU de Vienne, et le Technische Universität München, dont les conclusions seront publiées en juin prochain. Il a attiré l'attention sur l'écart qui existe dans la compréhension actuelle du terme *intensification durable*. Nous avons clairement à faire à une notion mondiale et utile, dans le contexte du changement climatique, mais « *quel que soit le nom que nous lui donnerons : nous devons découvrir ce que c'est!* ». Dans le contexte européen, il ne fait aucun doute que toute action entreprise à propos de la sécurité alimentaire doit venir autant d'une production durable que d'une consommation durable. La croissance de la population prévue d'ici 2050 aura surtout lieu en dehors de l'Europe, et l'agriculture européenne est déjà parmi l'une des plus intensive au monde. Comme tel, en Europe l'accent est mis principalement sur la « durabilité », un terme inspirant qui n'est pas bien mesuré et a besoin d'être clarifié et débattu. Le Prof. BUCKWELL a clarifié qu'en terme d'*intensification* la notion de *savoir par hectare* correspond fondamentalement à sa conception de l'intensification durable. Les standards et les régimes privés devraient également y être inclus. Sa présentation a suscité des réponses du panel composé de Tassos HANIOTIS, Directeur des analyses économiques, perspectives et évaluation, DG Agriculture (CE); de Marco CONTIERO, Directeur des politiques européennes sur l'agriculture, Greenpeace Unité européenne; et de Mairead McGuinness, eurodéputée et membre du Comité agricole, Parlement européen. Tassos HANIOTIS a souligné que le débat politique consiste également à l'identification des panes de la dite politique et du marché.

Les mesures de verdissement n'étaient pas conçues pour résoudre tous les problèmes, mais devaient être une étape intermédiaire afin de garantir des mesures de base à travers toute l'UE pour résoudre des vastes problèmes, y compris les émissions, l'érosion des sols et la biodiversité. L'idée était, et est toujours, de réduire l'écart entre la recherche, l'innovation et les services de conseils. Les priorités doivent être établies, car la reprise économique est plus lente que l'on aurait espéré. La définition de l'intensification durable est plus ou moins connue, mais nous avons besoin d'indicateurs limités et précis. Le défi actuel est d'évaluer ce qu'il se passe sur le terrain, afin d'être sûrs que nous avons les informations correctes pour les analyses.

Marco CONTIERO de Greenpeace a attiré l'attention sur le besoin de changer la procédure de prise de décisions, même si un pas a été fait dans la bonne direction. Il est possible d'atteindre un consensus sur les mesures, mais nous devons accroître le monitoring en particulier des abeilles et des insectes pollinisateurs sauvages. La politique doit encourager les fermiers à se diriger vers des biens environnementaux, et à créer des paysages résilients contre des organismes nuisibles.

Mairead McGUINNESS a déclaré que la solution pour l'intensification durable en Europe peut ne pas résider dans la PAC, mais parmi les problèmes fondamentaux des marchés et d'une agriculture faible économiquement. Elle a souligné que venant d'une famille d'agriculteurs et vivant à la campagne, elle voudrait voir tout autant une agriculture prospère qu'un environnement sous protection. Bien que le fait de payer pour les biens publics soit un premier pas, elle a réitéré que nous devons chercher comment payer un prix équitable pour tous les produits non-alimentaires et les biens publics que nous demandons aux agriculteurs. Elle a conclu en disant que le sujet fondamental reste le transfert de savoir, mais une approche vers le bas est également nécessaire. Elle a déclaré « *l'intensification dans mon monde n'est pas un gros mot* », et elle a incité les jeunes fermiers à « *reprendre* » les terres des ONGs vertes, afin de les gérer eux-mêmes dans le respect de l'environnement.

La discussion avec l'audience s'est concentrée ensuite sur comment créer un consensus sur l'intensification. Le Prof. BUCKWELL a souligné que l'agriculture européenne est hautement fragmentée. Ce dont nous avons besoin est *la mentalité* et les mesures; c'est-à-dire, le besoin de trouver les indicateurs et le langage approprié pour démontrer aux exploitants que les performances environnementales actuelles ne vont pas suffisamment loin. Mme McGUINNESS a souligné qu'afin de trouver un consensus *tout le monde* doit faire des compromis et contribuer, même si cette idée est contredite par quelques-unes des ONGs; gardant à l'esprit que la révision de la PAC fournira une possibilité de changer ce qui ne marche pas, tout en y parvenant à travers un processus démocratique.

L'intensification durable de l'agriculture – les perspectives au-delà de l'Europe

La tâche de l'intensification durable n'est en aucune façon une tâche homogène. Au-delà de l'Europe, les besoins et les demandes des secteurs agricoles varient énormément. En tant que président de cette session, Robert Sichinga, ancien Ministre de l'agriculture de la République de Zambie et actuel Ministre du commerce et de l'industrie, a cherché à présenter la perspective africaine, et plus particulièrement l'approche zambienne de ce défi. En Afrique, a-t-il expliqué, la plupart des exploitations agricoles sont à petite échelle, à caractère familial, toutefois une exploitation à orientation commerciale se développe en Afrique australe. Tandis que le continent a dû se confronter à plusieurs problèmes dans le passé, l'agriculture africaine est actuellement un secteur national majeur et qui fournit également les marchés internationaux, notamment l'UE.

Le défi démographique en Afrique est sérieux. En Zambie 84% de la population a moins de 35 ans, dont 68% moins de 25 ans, et il y a une très faible volonté parmi les jeunes de rester dans l'agriculture. D'ici 2050 la population en Afrique est supposée doubler. L'Afrique possède toutefois plus de ressources agricoles que beaucoup d'autres parties du monde. La question qui reste posée est de déterminer comment celles-ci peuvent être utilisées? Prenant l'exemple de la Zambie M. SICHINGA a proposé une solution. Actuellement la Zambie a plus de 42 millions de terres arables, dont seulement 14% actuellement en exploitation. Par conséquent il existe un plan pour regrouper 1,1 million d'hectares de terres qui seraient partagés entre 11 exploitations commerciales, chacune d'environ 100.000 hectares, pour accueillir des investissements externes et internes.

De plus, la Zambie contrôle actuellement plus de 40% des ressources hydriques de la région australe d'Afrique. Elle recherche donc une utilisation plus efficace de ces ressources via des investissements dans les systèmes d'irrigation et le développement des systèmes d'énergie hydraulique dont elle dépend. La Zambie fait partie de deux Communautés de développement économique: CDAA et COMESA, et elle a accru son inter-connectivité à travers son réseau routier, ferroviaire et aérien. S'agissant de l'aménagement au niveau des exploitations le Ministre a identifié deux facteurs clé: en premier la transformation sur place, et en second la mécanisation à la ferme et l'adoption des techniques d'exploitation innovantes, y compris de la culture de conservation.

Comme point final, M. SICHINGA a rappelé au reste du monde que l'Afrique n'est pas un «pays unique». C'est un continent composé de 54 pays. Le panéliste Ishmael SUNGA, PDG de la SACAU (ang. Southern African Confederation of Agricultural Unions) a développé ce point plus profondément encore, soulignant que l'hétérogénéité n'est pas seulement inhérente entre les pays africains, mais elle est également vraie entre les agriculteurs. En particulier les petits fermiers ne sont pas les mêmes et ne peuvent être traités comme tels. Dès lors, pour mettre le débat sur l'intensification en perspective, il faut d'abord comprendre que les instruments nécessaires pour les très petits fermiers seront différents de ceux pour les fermiers moyens, et encore différents pour les plus grands, modérément profitable « petits exploitants ». Ceci est crucial au moment de l'évaluation de la maximisation des unités de production.

Partageant la perspective indienne, le Professeur Swapan K. DATTA, DDG du Conseil Indien de la recherche agricole a déclaré que 60% de la population vit de l'agriculture, pourtant ce secteur n'est toujours pas rémunérateur en Inde. Il y a quelques grands changements en cours avec un immense investissement du secteur privé des EMNs, améliorant les variétés de semences, les technologies à la ferme et l'infrastructure sur le site. Les agriculteurs commencent à faire pousser des végétaux plus rentables, y compris le maïs, le soja, le coton OGM, ce qui constitue une grande différence pour le fermier dans sa perspective de l'agriculture. En effet, le Prof. DATTA a encouragé l'Europe à s'engager d'une façon plus positive envers la biotechnologie et à coopérer aux débats scientifiques.

Les conclusions ont été prononcées par Roberto RIDOLFI, Directeur pour la croissance durable et le développement, DG DEVCO (CE), qui a présenté quelques commentaires sur les dynamiques mondiales actuelles de développement. Il a remarqué qu'alors que la relation entre la Chine et l'Afrique est celle de l'investissement, le partenaire le plus important « d'aide » pour le « commerce » en Afrique est l'UE. Pour M. RIDOLFI nous devrions nous diriger non seulement vers une croissance durable mais également inclusive



J.ELLES, A.HERSHKOWITZ, J.ATKIN, D. L. VETTER, S.SACKUR, P.TESTORI COGGI

Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et sa perspective agricole

L'agriculture a toujours constitué un sujet à polémique dans les débats sur le commerce. En raison des discussions actuelles sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre l'Union européenne et les États-Unis cette session a recherché à établir l'impact de l'élimination des barrières commerciales sur le secteur agricole des deux côtés de l'Atlantique.

Marc VANHEUKELEN, Chef de Cabinet du Commissaire en charge du commerce Karel De GUCHT, a ouvert la session sur la perspective européenne, en faisant remarquer que la production alimentaire constitue un style de vie pour les Européens, et que l'agriculture doit être prise au sérieux dans les discussions du TTIP. Gardant cela à l'esprit il a souligné deux arguments principaux dans les négociations, le premier étant les avantages économiques découlant de manière évidente des marchés ouverts; le deuxième étant l'avantage stratégique facilitant une meilleure communication mondiale et l'application des normes coordonnées. Passant aux détails, M. VANHEUKELEN a remarqué que les États-Unis constituent toujours le plus grand marché extérieur pour les aliments européens et les marchés agricoles, en dépit des barrières qui le rendent oné-

reux pour les producteurs européens. En tant que tel le TTIP rend possible la dynamisation du secteur agricole européen en éliminant les tarifs et quelques barrières (réglementaires) non tarifaires. L'UE a beaucoup à gagner des négociations avec les États-Unis sur les dispositions réglementaires dont le résultat potentiel serait la reconnaissance par les États-Unis de l'UE comme constituant un seul bloc en matière de réglementation de la sécurité des aliments. Tout aussi important, le TTIP constitue une opportunité significative permettant de redresser la question sensible liée aux Indications géographiques (IG). Un progrès a été accompli sur des sujets similaires dans le passé, par le biais de l'OMC et d'un accord bilatéral sur les vins et les spiritueux. En effet, M. VANHEUKELEN a spécifié que les domaines ayant besoin de progresser sont moins nombreux que ceux

dont la convergence est déjà établie. En dehors des avantages il y a bien sûr quelques inquiétudes. Dans les grandes lignes il s'agit de la protection du consommateur et du développement durable. Cependant, il faut être bien clair, a déclaré M. VANHEUKELEN, car il y a une grande différence entre abaisser les standards et une convergence en matière de réglementation basée sur une reconnaissance mutuelle des standards internationaux.

Répondant à la critique concernant le manque de transparence M. VANHEUKELEN a indiqué que les négociateurs ont eu des entrevues avec des centaines de parties prenantes, et publient, en ligne, les positions dans les négociations en les accompagnant de rapports et de fiches analytiques. Ils mènent également un dialogue ouvert avec le Parlement européen

et le Conseil. Un Groupe de conseillers civils (Society Advisory Group) a également été constitué, comprenant des représentants du Copa-Cogeca et du FoodDrink Europe afin d'informer la Commission des propositions qui peuvent toucher le secteur agricole. En fait, a-t-il conclu, « la réalité est que le TTIP est probablement la négociation bilatérale la plus ouverte au monde ».

En tant qu'orateur chargé de répondre au discours d'ouverture Darci L.VETTER, Sous-directrice de ministère, *US Department of Agriculture*, a présenté la perspective américaine. Faisant référence au point d'un accord commun elle a souligné les opportunités qu'apporte le TTIP pour accroître le commerce, la croissance et l'emploi. Bien que l'histoire turbulente d'échanges de produits agricoles entre les États-Unis et l'UE ait conduit certains à plaider pour exclure l'agriculture de ces négociations, Mme VETTER a rapidement répondu que ceci n'avait aucun sens économique ou politique. A l'intérieur des États-Unis le soutien au secteur agricole est essentiel pour adopter avec succès tout accord commercial.

De toute évidence, le plus grand défi bilatéral sera de surmonter les questions réglementaires. Se tournant vers un des sujets les plus contentieux, Mme VETTER a remarqué que s'agissant de la biotechnologie, le problème est lié principalement à l'efficacité du système européen, plutôt qu'aux divergences des normes de sécurité. Les États-Unis voudraient voir le système en place de règlements européens sur la biotechnologie, fonctionner dans un délai plus rapide. De façon similaire les États-Unis



© ELO

recherchent l'approbation de l'UE sur l'utilisation des traitements contre la résistance microbienne dans la production de viande puisqu'ils ont répondu aux exigences de la EFSA concernant la sécurité sanitaire des aliments. Pour résumer, Mme VETTER a souligné l'importance de recentrer les règlements européens sur la sécurité sanitaire des aliments avec ce qui est fourni comme preuve par la science.

Un TTIP ambitieux, a-t-elle ajouté, doit inclure des engagements sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) qui rendent opérationnelles les obligations existant sous l'OMC. Bien qu'à la fois les États-Unis et l'UE appliquent des standards élevés quant à la sécurité sanitaire des aliments, les différences reflètent des approches diverses pour atteindre des niveaux très semblables de protection. Dans ce cas, une reconnaissance mutuelle aurait

pour principe de faciliter fortement le commerce. Elle a conclu en remarquant que les agences de sécurité sanitaire des aliments américaine et européenne coopèrent depuis bien longtemps, et le TTIP est une opportunité pour améliorer cette sécurité et le commerce bilatéral pour les mesures en vigueur et à venir.

Pour la panéliste Paola TESTORI COGGI, Directrice générale de la santé et des consommateurs de la Commission européenne (CE), les négociations TTIP offrent une réelle opportunité afin d'améliorer les relations entre les deux puissances sur les MSP. Cependant pour Mme TESTORI COGGI, la sécurité sanitaire des aliments est un des aspects les plus marquants de la politique européenne, et son modèle règle-

mentaire fournit un point de repère pour le reste du monde. Sur ce sujet, elle a été bien explicite, même si quelques concessions seraient essentielles, l'Europe ne réformerait pas son système d'évaluation de la biotechnologie. Elle est restée sceptique vis à vis des arguments de Mme VETTER s'agissant de l'approche dans les divergences réglementaires (question de sécurité plutôt que de l'échelle du temps).

Représentant la voix de l'industrie et étant agriculteur lui-même, John ATKIN, COO de Syngenta, a présenté une opinion divergente, car selon lui s'agissant de la sécurité sanitaire des aliments nous devrions en fin de compte travailler dans le but d'obtenir une standardisation mondiale. Car, si standardiser la protection de l'environnement est fortement compliqué, il y a suffisamment de points communs afin de normaliser le règlement de la sécurité sanitaire des aliments et une reconnaissance mutuelle est certainement un pas dans la bonne direction.

En effet, reprenant la question de la complexité des sujets environnementaux relatifs aux négociations TTIP, Allen HERSHKOWITZ, Conseiller scientifique pour le *Natural Resources Defence Council*, a souligné que le point central et la direction du TTIP semble être plus concentré sur les processus transnationaux et les investissements que sur le développement durable de l'agriculture.

Pour James ELLES, eurodéputé et Président du *Transatlantic Policy Network* c'est exactement cela un processus transnational, et l'important est de savoir comment la synthèse stratégique du TTIP peut influencer les dynamiques mondiales futures. Alors que l'Asie monte en puissance, que l'UE et les États-Unis reprennent timidement le chemin de la reprise économique, le TTIP représente une opportunité inégalable pour rétablir un leadership transatlantique au sein du régime des échanges mondial. Notre devoir est de s'assurer qu'il y parvienne.

AGRILAND

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland // Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre // tél. +32 10 232 906 // fax +32 10 232 909 // e-mail: agriland@skynet.be

Comment produire durablement plus avec moins et échanger mieux

Réflexion de Franz FISCHLER, Président du FFA

Le FFA de cette année est enraciné dans la conviction qu'il est devenu essentiel pour notre futur à tous de produire plus sur moins de terres, avec moins d'intrants et en réduisant les impacts négatifs. Cela peut être réalisé uniquement si nous sommes disposés à découpler progressivement la production alimentaire de l'utilisation des ressources naturelles, et si nous fermons de plus en plus ces cycles naturels.



© EIC

FRANZ FISCHLER

Je suis tenté de partager quelques réflexions à propos d'un des sujets clés d'aujourd'hui : l'intensification durable.

L'intensification durable est un concept, proposé en premier par le Professeur BEDDINGTON, qui a suggéré l'amélioration simultanée de la productivité et de la gestion de l'environnement de chaque parcelle de terre agricole; ce qui veut dire accroître le rendement, rendre l'agriculture plus efficace de la gestion des ressources, et arrêter, sinon inverser, la dégradation de l'écosystème.

Ce concept réunit deux principes opposés. Dans le passé, nous avons intensifié l'agriculture aux frais de l'environnement, avec la perte de la biodiversité, la dégradation du paysage, la surexploitation des ressources naturelles, et l'ouverture progressive des cycles naturels. Le défi présent est non seulement d'inverser ces effets négatifs du passé, mais également de rechercher de nouvelles formes de pratiques agricoles, associées avec la production des biens et des services publics, la préservation de l'environnement, et la sauvegarde de notre héritage culturel. Nous recherchons un *Système Post Industriel*

d'exploitation agricole pour un futur plus durable.

Il semble exister un large consensus sur le terme *Intensification durable* (*Sustainable Intensification*), mais l'accord est presque inexistant, sauf le besoin d'avoir plus de R&D, de comment poursuivre actuellement ce but. Intensification ne veut pas dire automatiquement la non-durabilité, et la durabilité est un mot qui sonne bien, mais qui n'est ni bien défini ni proprement mesuré. L'intensification ne signifie pas seulement un meilleur rendement de culture ou d'élevage, il pourrait s'agir également d'accroître la production des biens publics. Pendant le séminaire Pre-FFA qui s'est déroulé lundi on a constaté que parmi les 49 études passées en revue, il y avait plus de 500 indicateurs différents couvrant les trois dimensions de la durabilité : économique, environnementale et sociale qui y ont été prises en compte. Ceci n'est pas une bonne base pour un concept stratégique du futur.

Il est vrai qu'un effort de travail a été fourni en la matière, mais jusqu'à ce jour il est peu concluant et vague. Nous avons tous entendu parler de l'agriculture de précision, de l'agroécologie, de l'*agriculture raisonnée*, du recyclage des nutriments, et du verdissement de la PAC. Cependant la situation délicate à laquelle nous faisons face est toujours monumentale. J'ai peur que les mesures de verdissement adoptées lors de la réforme de la PAC de l'année passée ne feront pas une grande différence pour l'environnement, si ce n'est de rajouter plus de bureaucratie.

Pour cela je félicite l'approche thématique de la prochaine Exposition universelle 2015 à Milan « Nourrir la planète; énergie pour la vie » dont j'ai l'honneur de présider le Comité de direction. Elle englobera les sujets tels que la sécurité alimentaire, la durabilité de l'agriculture, l'efficacité des ressources et le recyclage des déchets, et nous fournira ainsi une opportunité unique d'approfondir le débat sur le sujet même de l'*Intensification durable*.

Toutes les discussions d'aujourd'hui ont eu un point en commun : il est de plus en plus évident que notre futur dépend de notre capacité à gérer des systèmes complexes tels que l'agriculture. Comme il a été souligné, gérer la complexité, entre autre des systèmes agricoles, sera le défi du 21^{ème} siècle. Nous avons également entendu de nombreux arguments et des positions controversées, nous demandant à la fois de ne pas oublier le rôle du commerce ou de l'autosuffisance, nous demandant de passer de la protection à la précaution; de considérer le rôle de la durabilité et de l'intensification; d'évaluer le rôle des secteurs publics et privés dans le futur; d'examiner la question de la décentralisation vers les décisions centrales; et finalement nous demandant de trouver un équilibre entre les profits et la responsabilité publique.

Ce que je retiendrai c'est le sentiment que nous nous trouvons à un moment décisif. Ce que nous avons fait les vingt dernières années, à travers les réformes, ne suffit plus. Nous avons besoin d'une réelle innovation, des idées novatrices et originales. Nous devons être prêts à développer de nouvelles politiques et non seulement d'amender celles qui existent. Nous avons besoin de nouveaux outils de politique, de nouvelles formes d'application et de nouvelles formes de négociation. Nous avons également besoin de nouveaux engagements de la part de toutes les parties prenantes. Nous devons surtout et avant tout investir dans *la science par hectare*; ceci étant le futur des rendements réussi. En ce qui concerne notre engagement je soutiens ce qu'a dit Mikhaïl ORLOV: nous devons être la force conductrice du changement des mentalités.

Une fois de plus je voudrais remercier en particulier nos orateurs et nos panelistes; nos modérateurs S.SUCKER, M.DEMPSEY, et C.SMITH; l'audience; nos partenaires; l'équipe et tous ceux qui ont permis à cette journée d'être un succès.

Remise du prix “WILDLIFE ESTATES LABEL”



GUSTAV HAGEMANN VON LEVACHOFF, COUNTESS HANS WACHTMEISTER, COUNTESS CARL HANS WACHTMEISTER, COUNT CARL HANS WACHTMEISTER, PIA BUCCELA, COUNT HANS WACHTMEISTER, THIERRY DE L'ESCAILLE

Le label *Wildlife Estates* (domaines promouvant la vie sauvage) a été développé afin de reconnaître et d'admettre la gestion exemplaire de terres en Europe. Allant au-delà du réseau Natura 2000, il constitue un pont entre la biodiversité et la gestion des terres, ce qui facilite la communication entre les gestionnaires terriens, les chasseurs et les autorités locales.

La cérémonie de la remise des prix a eu lieu à l'occasion du 7^{ème} Forum pour le Futur de l'Agriculture au cours duquel ELO et le jury de Wildlife Estates ont eu le privilège de récompenser les gestionnaires du domaine Johannishus Gods. Situé dans le sud-est de la Suède, le domaine comprend de larges zones appartenant au réseau écologique Natura 2000. A travers sa gestion, les propriétaires ont assuré une plantation de cultures durables afin de protéger des espèces variées d'intérêt cynégétique vivant sur ces terres.

Le domaine « vise à atteindre un équilibre entre une vie sauvage dense et viable, et une agriculture et sylviculture rationnelles. Les efforts de gestion sont basés sur le fait de dévier la vie sauvage des zones sensibles et nuisibles afin de les concentrer dans des zones d'habitats appropriées ». De plus, les gestionnaires du domaine utilisent la chasse comme faisant partie de la gestion du gibier, imposant des directives bien planifiées tout au long des saisons de chasse.

Le domaine a vu le jour en 1684, quand l'Amiral Hans WACHTMEISTER a acheté plusieurs fermes aux alentours de Blekinge, à savoir Skunckenberg (devenu Johannishus au milieu du 18^{ème} siècle), Edestad, Wambåsa et Tromtö.

Depuis le domaine a vu plusieurs propriétaires, jusqu'à tout récemment où il est passé sur la gestion du Johannishus Estate Management Ltd. Dix personnes y sont employées.

Equipe WE

Pour plus d'informations sur l'initiative Wildlife Estates, veuillez consulter le site

www.wildlife-estates.eu



M.TITTERINGTON, R.MURRAY, R. JUKES, D.JENKINS, N.PAUWELS, T.DE L'ESCAILLE, PROF. W. BLUM

Attribution du prix 2013/2014 pour la bonne gestion du sol.

European Landowners' Organization - ELO sous l'égide du Commissaire à l'Environnement, Janez POTOČNIK et les auspices de la Commission Européenne (DG Environnement et le Joint Research Centre), en association avec l'Université de Ljubljana, la BOKU et Syngenta International, a remis le prix du « Land and Soil Management » à Robert JUKES et David JENKINS du Pontbren Farmers Group à l'occasion du 7^{ème} Forum pour le Futur de l'Agriculture.

Le *Projet Pontbren* implique une approche novatrice de l'utilisation de la gestion des forêts et la plantation d'arbres afin d'améliorer l'efficacité de l'élevage dans une région de montagne. En attendant de développer de nouveaux usages à la ferme des produits issus de la forêt, un groupe de voisins agriculteurs du Pays de Galles a trouvé que la plantation stratégique d'arbres améliore les exploitations agricoles et les habitats pour la faune sauvage, mais réduit également l'écoulement des eaux durant les pluies intenses. Une recherche scientifique fondée par le gouvernement a ensuite révélé que des bandes d'arbres stratégiquement situées pouvaient réduire considérablement la quantité des écoulements sur les pâturages en montage. Cette recherche est actuellement appliquée dans d'autres zones afin d'étudier les effets de l'utilisation des terres sur des bassins plus grands exposés aux inondations. Cette coopération s'est élargie aux autres fermiers avoisinants, qui gèrent actuellement de manière collective plus de 1000 hectares en poursuivant activement des nouvelles entreprises environnementales qui attirent la recherche sur le terrain. L'élément clé du succès du *Projet Pontbren* a été la collaboration de différents exploitants avec les scientifiques, tout en restant fermement au contrôle des décisions de gestion sur leurs propres terres.

Lors de la cérémonie de remise du prix, devant une audience d'environ 300 personnes, Thierry de l'ESCAILLE (Secrétaire Général d'ELO) et Mark TITTERINGTON (Directeur des affaires commerciales pour la région EMEA, Syngenta) ont présenté le prix, suivis de quelques mots prononcés par le Prof. Winfried BLUM (Président du jury de l'Université BOKU de Vienne). Natalie PAUWELS, Membre du Cabinet de Janez POTOČNIK, a remis le prix.



Ressources agricoles et forestières Droit de propriété; économie et environnement

Max FALQUE, Henri LAMOTTE

Ed. BRUYLANT

IBAN 9782802741800

Les 27 communications issues de quatre continents, présentées dans ce nouvel ouvrage, résument les débats de la neuvième conférence de l'International Center for Research on Environmental Issues - ICIREI qui s'est tenue à Aix en Provence les 21, 22 et 23 juin 2012 et répondent à la question : dans quelle mesure les droits de propriété et les instruments économiques (taxes, redevances, marché de droits, compensations...) peuvent jouer un rôle dans ce domaine en complément ou comme alternative à l'action réglementaire traditionnelle (désignée souvent par le terme « Command and Control »).

Tous les articles font l'objet d'un résumé en anglais et en français et un index auteur-matière facilite la consultation de l'ouvrage.

A G E N D A 2 0 1 4

21 mai, Bruxelles

Cérémonie de remise de prix de Natura 2000 – un nouveau prix lancé par la Commission européenne désigné à célébrer et à promouvoir les meilleurs pratiques pour la protection de la nature en Europe
http://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/awards/award-ceremony/index_en.htm

22 mai, Bruxelles

Leçons à partager : INTERREG IV et les fonds pour la coopération interrégionale à travers l'Europe
<http://www.interreg4c.eu/policy-sharing-policy-learning/overview/>

23 mai, Bruxelles

Un dialogue pour l'action sur le paysage : le paysage culturel européen au tournant ; organisé dans le cadre d'HERCULES (ang. *Sustainable Futures for Europe's Heritage in Cultural Landscapes*); co-organisé par ELO
<http://www.hercules-landscapes.eu/>

25 mai, Union européenne

Elections pour le Parlement européen
<http://www.elections2014.eu>

1 - 5 juin, Turku, Finlande

Le 16^{ème} Sommet annuel du Forum de développement de la Baltique
<http://www.bsr2014.eu/about/>

3 - 5 juin, Bruxelles

Semaine verte 2014 « Economie circulaire, utilisation efficace des ressources & les déchets », 14^{ème} édition de la plus grande conférence annuelle sur la politique environnementale, organisée par la Commission européenne ; avec la participation de FCS & de la Confédération européenne du liège (stand nr 32) et celle d'ELO & Fondation RISE (stand nr 37)
<http://www.greenweek2014.eu>

5 - 7 juin, Udine, Italie

Assemblée générale des FCS, suivie d'une post-visite dans la région du Frioul
www.friendsofthecountryside.org

18 - 19 juin, Rome

Assemblée générale d'ELO, suivi d'un séminaire ouvert au public le **18 juin après-midi** www.elo.org

Syngenta

Brussels Office

Avenue Louise, 489 - B - 1050 Brussels

Tel : +32.2.642 2727 - Fax : +32.2.642 2720

CountrySide

is a publication of ELO
in English and French

Publisher :
Thierry de l'ESCAILLE
Chief editor :
Emmanuelle MIKOSZ

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09

countryside@elo.org
Internet Site :
www.elo.org
5 Euros